



FONDATION
SCIENTIFIQUE DE LYON
et du Sud-Est

RAPPORT D'ACTIVITE 2003

SOMMAIRE

	Page
PRESENTATION	03
ACTIVITES A L'INTERFACE SCIENCES / TECHNOLOGIE / SOCIETE	05
▪ Le Forum Mondial des Sciences du Vivant, BioVision	07
▪ Prise de décisions, gestion des risques et biotechnologies	11
▪ Confluence des Savoirs	13
▪ Sommet Mondial des Villes et des Pouvoirs Locaux sur la Société de l'Information	15
ACTIVITES AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	23
▪ Fonds d'Innovation du Conseil Général du Rhône	25
▪ Club de la Mesure Rhône-Alpes	27
▪ Programme Rhône-Alpes CERN	29
ACTIVITES AU SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT	31
▪ C.P.E. Lyon, Institut Polytechnique de Lyon	33
ACTIVITES EN FAVEUR DE LA RECHERCHE	35
▪ Sensibilisation des chercheurs à la gestion de projet	37

PRESENTATION

BUT DE LA FONDATION

La Fondation Scientifique de Lyon et du Sud-Est, créée en 1917 et reconnue d'utilité publique le 28 février 1919 par le Président de la République, Raymond Poincaré, exerce ses activités essentiellement dans les domaines de l'enseignement, de la recherche, de la technologie et de l'assistance au développement des entreprises, conformément à l'article 1 de ses statuts qui précise les buts de la Fondation :

- "Encourager et développer l'enseignement des sciences appliquées à l'industrie"
- "Contribuer sur le plan des sciences pures et de la technologie appliquée, au développement industriel, économique et social de la région de Lyon et du Sud-Est".

MISSIONS ET PROJETS DE LA FONDATION

Dans ce cadre, les principales activités de la Fondation sont les suivantes :

- Favoriser le développement de l'enseignement des sciences, de la recherche, de l'innovation et plus généralement le développement économique de la région, en entretenant des liaisons étroites avec les entreprises, les établissements de recherche et d'enseignement.
- Participer à l'orientation et/ou l'administration d'établissements d'enseignement de la région.
- Organiser des groupes de réflexion, des conférences ou des forums sur des thèmes relatifs à l'enseignement, la recherche, les sciences, les technologies, le développement industriel, économique et social et les problèmes de société, ou à leurs interfaces.

Ces différentes missions se concrétisent par des projets, études, colloques, actions de recherche, de formation, bourses, prêts aux entreprises innovantes, assistance aux entreprises, assistance aux établissements d'enseignement, chaires universitaires...

La Fondation a la responsabilité de l'ingénierie des projets, de la recherche des moyens de financement appropriés, de leur réalisation ou du suivi et du contrôle de la réalisation par d'autres organismes responsables de leur exécution.

La Fondation n'a en principe pas vocation à pérenniser systématiquement les projets ou les actions qu'elle met en place. Elle les initie et les développe. Quand leur faisabilité est démontrée, elle les transfère essentiellement à des structures qui les prennent en charge.

La Fondation assure la gestion financière des projets et en rend compte aux membres de son Conseil d'Administration, ainsi qu'à ses partenaires financiers. Elle est soumise au contrôle de l'Etat et des collectivités qui peuvent être amenés à lui accorder des subventions.

ORGANISATION ET MOYENS

Un Conseil d'Administration composé des représentants des organismes membres de la Fondation (entreprises, établissements d'enseignement supérieur ou de recherche, organismes économiques) administre la Fondation. Il élit en son sein un Bureau comprenant un Président, un ou plusieurs Vice-Présidents et un Trésorier.

Pour mener à bien les projets dont elle est responsable, la Fondation dispose actuellement :

- d'un personnel permanent ;
- d'un personnel recruté en contrat à durée déterminée pour des missions ou des projets précis ;
- de bénévoles (essentiellement des enseignants et des dirigeants d'entreprises ayant récemment pris leur retraite, qui acceptent de mettre leurs compétences au service des relations Industrie -Recherche ou d'assurer la responsabilité d'un projet).

Pour l'organisation des manifestations à caractère commercial, la Fondation a créé en 2001 une société par actions simplifiée, **BioSquare**, dont elle est l'actionnaire unique.

RESSOURCES FINANCIERES

Les ressources financières de la Fondation proviennent essentiellement de la gestion de ses fonds propres, des participations de ses administrateurs aux activités de la Fondation, des subventions d'origine publique ou privée qui lui sont attribuées, des produits de dons ou legs et des frais de gestion perçus sur les projets qu'elle gère. Les projets pris en charge par la Fondation doivent disposer de leur financement propre.

ACTIVITES A L'INTERFACE
SCIENCES / TECHNOLOGIE / SOCIETE

LE FORUM MONDIAL DES SCIENCES DU VIVANT, BIOVISION

Directeur du projet : Eric Poincelet

BioVision a été créé sous l'égide de Raymond Barre, ancien premier Ministre, et de François Gros, Secrétaire Perpétuel de l'Académie des Sciences, pour instaurer à Lyon tous les deux ans, à un niveau mondial, une plateforme objective de débats entre les principaux acteurs du développement des Sciences du Vivant (experts scientifiques, responsables industriels, dirigeants politiques, représentants de la Société Civile) et devenir ainsi une source de recommandations conduisant à des plans d'action internationaux concertés dans le domaine de la santé, de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de l'environnement. Les premiers Forums BioVision se sont tenus à Lyon en 1999 et en 2001.

La troisième édition du Forum, s'est déroulée du 8 au 11 avril 2003. Elle a eu lieu dans une période agitée au plan international. En effet le 26 mars l'Irak est sous les premiers feux des tirs américains, la tension internationale perturbe les déplacements et rend également impossible la présence de certaines grandes personnalités dont la participation était prévue (Kofi Annan, Tony Blair, Mikhail Gorbatchev, ...). A cette activité internationale mouvementée s'ajoute le phénomène du SRAS qui inquiète et surtout provoque une grande fièvre et des difficultés pour les participants en provenance de pays asiatiques alors que d'importantes délégations de Chine, de Taiwan et d'Ontario sont attendues à BioVision et BioSquare. Cependant malgré ces bouleversements internationaux, le Forum n'a pas enregistré une baisse notable de sa fréquentation (moins de 150 annulations sur plus de 3 000 participants à l'ensemble des événements).

Le Forum a désormais acquis sa spécificité et confirmé son rôle dans le dialogue entre les différents responsables et experts du secteur de la recherche, des représentants de la société civile et des industriels.

Le monde scientifique a fêté, en ouverture du Forum, le cinquantième anniversaire de la découverte de la double hélice de l'ADN par James Watson et Francis Crick. Dix lauréats du Prix Nobel et des personnalités comme Nicole Le Douarin, Secrétaire Perpétuel de l'Académie des Sciences, Ernesto Bertarelli, Président de Serono (et récent vainqueur de l'America's Cup !)...ont animé cette journée « BioVision Nobel Laureate's Day » ouverte par Claudie Haigneré, Ministre Déléguée à la Recherche et aux Nouvelles Technologies et clôturée par James Watson. Ouverture sans équivalent au plan international de BioVision, qui a vu se renforcer ainsi la participation des scientifiques pour cette troisième édition et qui a su jouer son rôle de structure de dialogue en ouvrant le monde scientifique aux acteurs de la société et de l'industrie.

La société civile a également été très présente. De nombreux représentants politiques et Commissaires Européens ainsi que des journalistes ont fait le déplacement et ceci malgré les conditions internationales de ce mois d'avril 2003. Les ONG étaient très largement représentées, par leurs principaux leaders, Marc Ritchie (Institute for Agricultural and Trade

Policy), Bruno Rebelle (Greenpeace), Susan George (Attac), Julie Hill (Green Alliance), Mathieu Ricard (représentant du Dalai-Lama), Ysbrand Poortman (Président des Associations de Patients Européennes) ... Tous ont apprécié la richesse des échanges et les contacts établis à l'occasion du Forum, estimant que celui-ci avait su jouer la transparence et l'ouverture à l'égard de tous les participants. Le Forum a également été l'occasion de nombreuses donations comme celle de la Fondation Bédouin qui a remis un chèque de 100 000 euros aux associations de patients, geste initié en 2001.

Plus particulièrement réservée à la société civile, une Session d'orientation, également ouverte au grand public, a permis le 8 avril d'organiser un débat sur le développement durable. De nombreuses ONG ont répondu présent à l'appel, Attac, Greenpeace, Care, Solagral, SOS Sahel... et ont pu ainsi débattre avec des représentants industriels tels que les responsables de Serono, Aventis Pasteur et d'autres groupes pharmaceutiques, mais aussi des scientifiques et représentants politiques. Le débat a été riche, souvent animé et productif.

Enfin, le monde industriel représenté cette année par de très grandes personnalités, Ernesto Bertarelli - Président de Serono, Jean-Pierre Garnier – Président de GlaxoSmithKline, Hank Mc Kinnel – Président de Pfizer, Steen Riisgaard – Président de Novozymes, Heinz Imhof – Président de Syngenta, Chad Holiday – Président de DuPont... a également trouvé son équilibre dans le Forum, en harmonie avec les scientifiques et la société civile, avec qui ont été menées de nombreuses rencontres et discussions. La première édition du BioPharma Summit a conforté l'idée selon laquelle BioVision était devenu le rendez-vous incontournable pour les grands responsables de l'industrie des Sciences du Vivant.

L'organisation du Forum comportait, après la séance d'ouverture, quatre « conférences parallèles » organisées en ateliers et articulées autour des thèmes suivants :

- Améliorer le début de la vie humaine ;
- Espérance de vie et longévité ;
- Assurer une nourriture en quantité et en qualité suffisantes ;
- Sciences du Vivant, environnement et révolution industrielle.

Selon la méthode qui a fait ses preuves lors des premiers Forums, chaque conférence, à l'issue d'une préparation de 18 mois permettant une sélection ad hoc des conférenciers et la création d'une véritable « alchimie d'échange », était animée par trois co-présidents représentant respectivement les acteurs de la recherche, de l'industrie et de la société civile.

Ces conférences étaient complétées par des sessions plénières thématiques traitant de sujets d'actualité :

- Les Sciences du Vivant à l'interface des autres sciences et techniques ;
- Les biosciences et la révolution industrielle de demain ;
- Les Sciences du Vivant et l'environnement global.

De plus, en dernière minute, une conférence animée par l'ancien Président du Herald Tribune, Peter Goldmark, avec la participation active de représentants de l'Organisation Mondiale de la Santé, a permis de faire le point sur l'épidémie de SRAS.

Enfin le 11 avril après-midi s'est tenue une séance de restitution des débats et de clôture, terminée par une allocution du Ministre de la Santé, Jean-François Mattéi.

Le Forum a été animé par 160 conférenciers, et suivi par 1 337 participants provenant de 57 pays et se répartissant ainsi, selon le principe des « trois tiers »

- **451** représentants du monde scientifique, dont 10 Prix Nobel, des représentants de l'Académie des Sciences, du Max Planck Institute, des grands organismes internationaux de recherche ;
- **432** représentants de la société civile intégrant les mondes politiques et administratifs et les grands organismes internationaux : OMS, FAO, UNIDO, UNEP, OCDE, Banque Mondiale, Commission et Parlement Européens (204 personnes), les représentants des grandes ONG : Greenpeace, Attac, Friends of the Earth, Green Alliance, Handicap International, Care, Solagral ... (95 personnes) et de nombreux organes de presse (163 journalistes) ;
- **454** représentants du monde industriel avec les trois principaux secteurs des Sciences du Vivant, la santé (239 personnes), l'agroalimentaire (148 personnes) et l'environnement (67 personnes).

Parallèlement au Forum BioVision se déroulaient plusieurs événements :

➤ **Les dîners-débats**

Quinze dîners-débats ont eu lieu dans des sites prestigieux de Lyon ou de la région lyonnaise. Animés par des modérateurs professionnels, ils ont permis à des experts de la recherche, de l'industrie ou de la société civile d'exposer le dernier état de sujets importants dans le domaine des Sciences du Vivant et d'engager un débat constructif, dans une ambiance conviviale avec les participants ;

➤ **La convention d'affaires BioSquare**

En parallèle au Forum s'est également déroulée une convention d'affaires réunissant les principaux acteurs biotech du secteur. Près de 1 000 participants de 30 pays, dont 600 dirigeants d'entreprises de biotechnologie ont participé à BioSquare, contribuant à asseoir cette convention dès sa troisième édition au troisième rang mondial, et lui permettant même d'obtenir cette année le record absolu des rencontres en tête à tête (2 750 contre 2 200 à BIO 2002 organisé à Washington DC) et donnant aux entrepreneurs des biotechs l'opportunité de s'entretenir avec les développeurs des grands groupes, des investisseurs ou d'autres acteurs économiques ;

➤ **L'opération BioVision.Nxt**

Dans la lignée de BioVision 2001, l'ouverture vers la « jeune génération » en partenariat avec *Science Next Wave* a permis à 100 doctorants et post-doctorants, choisis parmi les meilleurs des universités des cinq continents, de participer aux débats de BioVision et de rencontrer les scientifiques et les représentants des grands groupes industriels présents ;

➤ **La journée BioVision Territorial**

Organisée par les collectivités locales (Ville de Lyon, Communauté Urbaine de Lyon, Département du Rhône, Région Rhône-Alpes), cette journée leur a permis de présenter les atouts de Lyon et de la Région en matière de recherche et d'entreprises, à des investisseurs potentiels participant au Forum. Les résultats de cette opération, dus notamment à la forte cohésion manifestée par l'ensemble des collectivités à cette occasion, ont été très encourageants puisque 214 contacts ont été pris pendant la semaine et dix projets forts de partenariats ou d'investissements ont été identifiés.

Ainsi le Forum BioVision est devenu un événement de première importance sur un plan local et sur un plan international.

Localement, il fait de Lyon pendant une semaine la capitale mondiale des Sciences du Vivant, donne à la région une grande visibilité internationale et permet des contacts fructueux pour la recherche de partenaires et d'investisseurs.

Au niveau international, BioVision est devenu une plateforme incontournable de dialogue entre les partenaires des Sciences du Vivant, scientifiques, industriels et représentants de la société civile. Les avancées rapides de la science dans ce secteur et le développement concomitant des problèmes éthiques ne pourront que renforcer son caractère indispensable.

Responsable du projet : Catherine Perrotin, Directrice du Centre Interdisciplinaire d’Ethique, Université Catholique de Lyon, puis Marie-France Callu, Professeur de Droit à l’Université Jean Moulin Lyon III
Suivi pour la Fondation par François Juillet, bénévole

Lors du premier Forum Mondial des Sciences du Vivant, BioVision en mars 1999, est apparue la nécessité de mener en Rhône-Alpes une réflexion sur la bioéthique définie comme « un ensemble de recherches, de discours et pratiques généralement pluridisciplinaires, ayant pour objet de clarifier ou de résoudre des questions à portée éthique et sociétale suscitées par l’avancement et l’application industrielle des sciences biomédicales ».

La Fondation Scientifique de Lyon et du Sud-Est et la Fondation Mérieux ont donc décidé de lancer un projet intitulé « Bioéthique, prise de décisions et gestion des risques ». Ce projet est conduit par un groupe de pilotage associant aux deux Fondations des représentants des Universités Lyon I, Lyon II, Lyon III, et Grenoble I, de l’Université Catholique de Lyon, de l’Ecole Normale Supérieure, de l’Ecole Nationale des Travaux Publics de l’Etat, des Hospices Civils de Lyon et des entreprises Biomérieux et Ernst & Young. Les réflexions sont menées par une équipe de recherche-action pluridisciplinaire (biologiste, juriste, anthropologue, philosophe, théologien, ingénieur, ...) dont l’objectif vise une approche méthodologique d’aide à la décision pour les décideurs impliqués dans les Sciences du Vivant.

Après un séminaire intitulé « Gestion des risques et prise de décisions » organisé en février 2000, les réflexions se sont élargies à l’ensemble des biotechnologies et ont pris pour support les cellules-souches, exemple jugé significatif des questions posées par les développements actuels des recherches. Un rapport intermédiaire rédigé par Taoufik Bourgo, Docteur en Droit et enseignant à l’Université Jean Moulin Lyon III, a été publié en 2002.

En 2003, un colloque / séminaire a été organisé les 7 et 8 février à l’Ecole Nationale des Travaux Publics de l’Etat, avec les objectifs suivants :

- Favoriser la rencontre d’industriels, de chercheurs et de doctorants pour un débat ouvert sur les enjeux rencontrés dans les domaines concernés ;
- S’interroger sur l’évolution des biotechnologies et leur impact potentiel sur nos sociétés ;
- Développer une réflexion éthique à propos de ces développements technoscientifiques, à la lumière des sciences humaines et sociales ;
- Proposer des initiatives en Rhône-Alpes capables de soutenir une dynamique de recherche à l’échelle européenne.

Le colloque avait été préparé par une enquête menée auprès de responsables laboratoires et d’industriels sur l’effet des perceptions du grand public sur leurs choix en matière de recherche, de développement industriel et de communication.

Par ailleurs, un enseignement de sensibilisation de trois jours a été mis en place pour les doctorants des Ecoles Doctorales des Sciences de la Vie de la Région Rhône-Alpes. Regroupant l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur concernés, cette action, qui permet de former une quarantaine de doctorants chaque année, a lieu alternativement à Lyon et à Grenoble. En 2003 elle s'est tenue à Lyon leset a connu un grand succès, les organisateurs ayant même du refuser des inscriptions.

Catherine Perrotin, qui avait dirigé le projet pendant plusieurs années avec compétence et dévouement, ayant souhaité faire une pause dans ses activités d'enseignante, l'animation a été confiée à Marie-France Callu, professeur de droit à l'université Jean Moulin Lyon III et à l'IFROSS (Institut de Formation et de Recherche sur les Organisations Sanitaires et Sociales et leurs réseaux). A cette occasion, le groupe de travail a décidé de mener une réflexion sur les orientations à donner à son activité (thèmes débattus, organisation des travaux, nouveaux partenaires, recherche de financement, ...).

CONFLUENCE DES SAVOIRS

Responsable du projet pour la Fondation Scientifique de Lyon et du Sud-Est :

Guy Barriolade, Délégué Général

Cinq fondations lyonnaises ayant des activités dans les domaines scientifique, éducatif ou culturel, la Fondation Scientifique de Lyon et du Sud-Est, la Fondation Entreprise Réussite Scolaire, la Fondation Jeunesse Avenir Entreprise, la Fondation Napoléon et Léa Bullukian et la Fondation Renaud ont créé en avril 2002 l'association « Confluence des Savoirs ».

En liaison avec les responsables du futur Musée des Confluences et l'Ecole Normale Supérieure de Lyon, l'Association organise chaque « année scolaire » un cycle de conférences qui présentent l'originalité d'associer sur le même thème un scientifique, au sens large, et un artiste.

L'objectif des conférences est de répondre aux besoins du public, dans un monde de plus en plus complexe, de s'informer, de comprendre, voire d'échanger avec des experts et des spécialistes. Elles préfigurent aussi le Musée des Confluences dont le concept reposera sur les rapports entre la science et la société et elles souhaitent contribuer à éviter le rejet sociétal des nouvelles technologies ou des avancées de la science.

Ces conférences, gratuites, ont lieu à l'amphithéâtre Charles Mérieux de l'ENS Lyon et se terminent par un débat avec le public.

Au premier semestre 2003 ont eu lieu les trois dernières conférences du cycle 2002-2003 :

- mardi 11 mars 2003 : **LES ORIGINES DE L'HOMME**
- Pascal Picq, Paléo-anthropologue
- Compagnie Michel Hallet Eghayan de danse contemporaine
- mardi 8 avril 2003 : **LA BIOLOGIE ACTUELLE ET SES PROBLEMES**
- Gérard Lambert, biologiste et journaliste scientifique
- Compagnie de Théâtre le Radiant, dirigée par Gérard Guipont
- mardi 13 mai 2003 : **METISSAGES**
- François Laplantine, Anthropologue, Professeur d'Ethnologie
- Hervé di Rosa, peintre et photographe

Le cycle 2003-2004 comprend les conférences suivantes :

- mardi 21 octobre 2003 : **LE PATRIMOINE, LIEN ENTRE LES CULTURES**
- Didier Repellin, Architecte en chef des monuments historiques
- Margrethe Höjlund, Conteuse
- mardi 2 décembre 2003 : **EN QUETE D'AUTRES TERRES**
- Michel Mayor, Professeur, Directeur de l'Observatoire de Genève
- Philippe Favier, plasticien

- mardi 20 janvier 2004 : **LA CHIMIE ET LA VIE AU QUOTIDIEN**
 - Guy Ourisson, Professeur à l'Université de Strasbourg
 - Denis Plassard, Compagnie de danse « Propos »

- mardi 2 mars 2004 : **LA THEORIE DE L'EVOLUTION FAIT SA REVOLUTION : MYSTERES ET MERVEILLES**
 - Jean Chaline, Paléontologue, Directeur de recherche émérite au CNRS, Directeur d'études honoraire à l'Ecole Pratique de Hautes Etudes
 - Orchestre Symphonique Lyonnais, sous la direction de Philippe Fournier, quatuor à corde, piano et soprane

- mardi 18 mai 2004 : **LA PSYCHANALYSE FACE A LA SCIENCE : L'EXEMPLE DE LA PLASTICITE CEREBRALE**
 - François Ansermet, Professeur de psychiatrie d'enfants et d'adolescents à l'Université de Lausanne, Psychanalyste
 - Valère Novarina, Ecrivain

Les conférences ont accueilli en moyenne 250 personnes. Un questionnaire détaillé a permis de préciser le profil et les motivations des participants, ainsi que l'appréciation qu'ils portent sur les manifestations. Celle-ci est en général très positive puisque la note moyenne attribuée en matière de satisfaction est supérieure à 8/10.

SOMMET MONDIAL DES VILLES ET DES POUVOIRS LOCAUX
SUR LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

Responsables du projet : Guy Barriolade, Délégué Général de la Fondation Scientifique de Lyon et du Sud-Est et Véronique Kleck, Directrice du Sommet de Lyon

I. PRESENTATION GÉNÉRALE

Contexte

L'Organisation des Nations Unies et l'Union Internationale des Télécommunications ont réuni à Genève du 10 au 12 décembre 2003 le premier Sommet Mondial sur la Société de l'Information, qui se poursuivra à Tunis en 2005.

Les technologies de l'information et de la communication jouent un rôle décisif dans le devenir de nos sociétés. Elles peuvent et doivent être les leviers d'un développement humain et d'un renouveau démocratique. C'est particulièrement vrai à l'échelon local, au plus près des populations et de leurs besoins. Au sein des villes émergent les potentiels de l'usage de ces réseaux électroniques pour le développement de nouvelles formes de participation démocratique et de développement durable.

Dans le cadre de la préparation du Sommet Mondial sur la Société de l'Information, les villes et pouvoirs locaux sont donc des acteurs à part entière dans la société de l'information aux côtés des Etats, des membres de la société civile et des entreprises privées. C'est pourquoi les villes de Lyon et de Genève ont souhaité réunir les élus locaux des cinq continents sur le thème des technologies de l'information et de la communication avant que ne se tienne le Sommet de Genève.

La Fondation Scientifique de Lyon et du Sud-Est, après le succès du Forum Mondial des Sciences du Vivant, BioVision, dont la troisième édition s'est déroulée en avril 2003, avait elle-même décidé d'organiser un évènement du même type sur ces technologies. Elle a donc proposé à la ville de Lyon et au Grand Lyon de réunir le premier Sommet Mondial des Villes et des Pouvoirs Locaux sur la Société de l'Information.

Objectifs

Trois objectifs ont été assignés au Sommet :

- Faire connaître et valoriser les initiatives tant des villes que des pouvoirs locaux mais aussi des communautés et des réseaux citoyens sur tous les continents. C'est pourquoi ont été exposés les usages des technologies de l'information et de la communication, en portant une attention particulière aux territoires ruraux et aux pays du Sud.
- Faciliter l'émergence d'une parole collective en animant des espaces de discussion sur les enjeux politiques portés par ces pratiques. Le principe de confrontation et de concertation

entre tous les acteurs de ces sociétés de l'information en construction était au cœur du Sommet de Lyon, dont un des objectifs était de mettre au point une plate-forme de propositions des villes et pouvoirs locaux en vue du Sommet mondial de Genève.

- Travailler sur la mise en réseau de ces expériences et de ces acteurs, examiner et évaluer les différents modèles, identifier les outils de ce vaste chantier et développer la coopération entre villes, en s'appuyant entre autres sur les réseaux de villes internationaux déjà existants.

Activités

Une table ronde d'ouverture en plénière a permis de souligner les enjeux politiques et culturels des pratiques locales pour la démocratie et le développement durable ;

Des ateliers de discussion (forums) se sont attachés à travailler sur les questions de la gouvernance et de la démocratie, de la diversité culturelle, de la coopération décentralisée, des services aux habitants et de l'accès aux savoirs et aux contenus locaux, des infrastructures et des financements, de la participation des habitants à la vie de la cité, de l'interaction entre acteurs locaux sur le territoire de la ville... Ces ateliers préparés en amont du Sommet ont débouché sur une série de propositions concrètes destinées à nourrir un plan d'action ;

Une plénière de clôture a permis aux participants d'adopter la « Déclaration de Lyon », qui a ensuite été communiquée au Sommet Mondial sur la Société de l'Information de Genève ;

Deux « Agoras des pratiques » et une exposition ont facilité la présentation des innovations ou des meilleures pratiques des collectivités locales, des associations ou des entreprises ;

Des temps de réunion étaient réservés aux grands réseaux partenaires du Sommet de Lyon.

II. ORGANISATION

La Fondation Scientifique a reçu le soutien financier de la ville de Lyon et du Grand Lyon, ainsi que de la Région Rhône-Alpes, Département du Rhône et l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie. Elle a travaillé en étroite collaboration avec Pierre-Alain Muet, Adjoint au maire de Lyon et vice-Président du Grand Lyon, chargé du développement économique et des relations internationales.

A partir de décembre 2002, elle a lancé la préparation du Sommet, qui s'est concrétisée par les principales actions suivantes :

- Mise en place d'une équipe de trois personnes (directrice, chef de projet, assistante) placée sous l'autorité du délégué général de la Fondation.
- Choix et pilotage des prestataires, notamment :
 - Palais des Congrès
 - Package Organisation pour la régie logistique
 - Vecam, pour la coordination scientifique du sommet
 - AD Conseil, pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage

- Mise en place d'un Conseil scientifique à composition internationale, chargé de définir les thématiques du Sommet, de trouver les intervenants adéquats au niveau international et de valider les contributions scientifiques effectuées sur le site Internet.
- Mise en place de partenariats institutionnels (agences de l'ONU, Commission Européenne, ministères, collectivités locales et leurs associations, ...).
- Recherche de partenaires financiers (seize entreprises, dont la plupart des grandes sociétés d'informatique, ont apporté au Sommet une aide financière ou en nature)
- Communication :
 - Constitution de la base de données du Sommet, rassemblant plus de 5000 contacts dans le monde ;
 - Edition de trois brochures de communication diffusées notamment à ces 5 000 personnes ;
 - Réalisation du site Internet, www.cities-lyon.org , donnant toutes les informations relatives au sommet (programme, partenaires, informations pratiques, inscription) et permettant également aux internautes de contribuer en ligne aux débats du sommet : possibilité d'envoyer des articles, de présenter des expériences ...
 - Envoi d'une newsletter mensuelle (six numéros ont été publiés) ;
 - Réalisation d'un film vidéo « la tribune des maires » rassemblant des interviews d'une soixantaine de responsables locaux des cinq continents ;
 - Organisation de cinq conférences de presse : trois pour annoncer la manifestation : à Lyon, en mai 2003 pour la presse locale, en juillet à Paris au Ministère de la Recherche, en présence de la Ministre, pour la presse nationale, et en novembre 2003 à Genève, pour la presse internationale, puis d'une conférence de presse à Lyon pendant le Sommet et d'une seconde à Genève pendant le Sommet des chefs d'Etat.
- Promotion du sommet dans plusieurs rencontres internationales :
 - Forum des autorités locales, Porto Alegre, janvier 2003 ;
 - Conférence ministérielle latino américaine, St Domingue, janvier 2003 ;
 - Conférence européenne des pouvoirs locaux et régionaux sur la Société de l'Information, Prague, mars 2003 ;
 - Glocal Forum, Rome, mai 2003 ;
 - Conférence sur le eGovernment en Pologne, juin 2003 ;
 - Université d'été de la communication, Hourtin, avril 2003 ;
 - Assemblée générale extraordinaire de la FMCU, Beyrouth, septembre 2003 ;
 - Multimédiavilles, Bordeaux, novembre 2003.
- Participation à quatre rencontres préparatoires :
 - IT 4 All Conference pour les régions, Bilbao, février 2003 ;
 - Conférence préparatoire au Sommet de Lyon à Nouakchott – Mauritanie, juillet 2003 ;
 - Forum régional des villes et des pouvoirs locaux sur la société de l'information pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Curitiba, octobre 2003 ;
 - Forum régional des villes et des pouvoirs locaux sur la société de l'information pour l'Asie et le Pacifique, Shanghai, octobre 2003.

III. DEROULEMENT

Le sommet s'est déroulé au Palais des Congrès de Lyon les 4 et 5 décembre 2003 avec un accueil des participants dès le 3 décembre, selon le programme suivant :

▪ Mercredi 3 décembre :

Après-midi, ouverture des accréditations et visite de trois « sites numériques » de la ville de Lyon (bibliothèque municipale, Lyon en direct et Espace Numérique Entreprises) ;

Le soir, les participants étaient conviés à un cocktail à l'hôtel Hilton, organisé conjointement avec la SEM Cité Internationale à l'occasion de la mise en lumière de la Cité. Une projection des premiers films des Frères Lumière organisée au profit des quelque cinq cent convives a été très appréciée.

▪ Jeudi 4 décembre matin :

– Séance plénière d'introduction avec, dans l'ordre d'intervention :

Gérard Collomb, Sénateur-Maire de Lyon, Président de la Communauté Urbaine de Lyon ;

Adama Samassékou, Président du processus préparatoire du Sommet Mondial sur la Société de l'Information ;

Yoshio Utsumi, Secrétaire général de l'Union Internationale des Télécommunications ;

Erkki Liikanen, Commissaire européen chargé des Entreprises et de la Société de l'Information ;

Henri Plagnol, Secrétaire d'Etat chargé de la réforme de l'État ;

Pierre-Alain Muet, Maire adjoint de Lyon, Secrétaire général du Sommet de Lyon, a introduit les orateurs.

L'interprétariat simultané des séances plénières a été réalisé par huit interprètes mis à disposition du Sommet par la Commission Européenne, en français, anglais, espagnol, italien et allemand.

– Débat en séance plénière animé par Christine Ockrent, journaliste : « Les villes et les pouvoirs locaux dans la société de l'information » avec :

Mercedes Bresso, Présidente de la CAMVAL (*Coordination des Associations Mondiales de Villes et Autorités Locales*) ;

Marcel Boisard, Sous-Secrétaire général des Nations Unies, Directeur général de l'UNITAR (*Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche*) ;

Cassio Taniguchi, Maire de Curitiba (Brésil) ;

Juan José Ibarretxe, Président du Gouvernement de la région Basque ;

Joan Clos, Maire de Barcelone ;

Christian Ferrazino, Maire de Genève ;

Daniel Biau, Directeur général Adjoint, UN-HABITAT (*United Nations Human Settlements Programme*).

- Intervention d'Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal, Président du NEPAD (*New Partnership for Africa's Development*).

- Jeudi 4 décembre après-midi :

- Ouverture du Salon « Confluence » qui a permis à des exposants (entreprises, villes, associations) de présenter leurs activités et leur savoir-faire.
- Ouverture de l'Agora Internationale des pratiques et de l'Agora France des pratiques. Les agoras étaient des amphithéâtres pouvant accueillir 80 personnes où avaient lieu des présentations d'expériences concrètes de collectivités ou d'entreprises sur les TIC, par modules de 30 minutes.

Le salon et les agoras ont fonctionné jusqu'à la fin du Sommet.

- Quatre Forums thématiques d'une durée de 2 heures, réunissant chacun de 100 à 200 personnes et se déroulant simultanément :
 - Forum 1 - Quelles infrastructures pour le développement des territoires ?
 - Forum 2 - Développement économique et territoires : quels enjeux ?
 - Forum 3 - Savoirs, culture et information : quelles utilisations des technologies ?
 - Forum 4 - Pour une égalité d'accès et d'usage : le défi de la formation.
- Rencontres de réseaux se déroulant simultanément et rassemblant chacune entre 50 et 150 personnes :
 - Dialogues en Humanité : « Droits humains et société de l'information »
 - L'Atlas de la Société de l'Information : eATLAS
 - Rencontre nationale Telecities
 - Rencontre Villes Internet : « L'Internet local et citoyen : quelle volonté politique pour quelle vision de la société de l'information locale ? »
 - Rencontre des villes numériques européennes
- A 20h, réception à l'Hôtel de Ville

Vendredi 5 décembre matin :

- Quatre nouveaux Forums thématiques de 2 heures :
 - Forum 5 : L'École, avenir de la société de la connaissance.
 - Forum 6 : Gestion de la cité et démocratie locale : quels bons usages des technologies ?
 - Forum 7 : Logiciels libres, médias locaux et intelligence collective
 - Forum 8 : Du local au global : gouvernance mondiale et coopération décentralisée.
- Séance plénière « Les régions au cœur de la société de l'information », ouverte par une intervention de Max Vincent, représentant Mme la Présidente du Conseil Régional Rhône-Alpes et suivie, dans leur ordre d'intervention par : Olivier Pascal, Directeur Adjoint de l'Unité aspects régionaux et sociétaux - DG Société de l'Information, Commission Européenne, Hervé Leguyader, Président du réseau Eris@, José Ignacio Zudaire, Vice Ministre du gouvernement de la région basque en charge de l'industrie et de la communication, Joseph Sarr, Président de la Commission NTIC du Conseil régional de Dakar, représentant le Président du Conseil Régional de Dakar et terminée,

après un débat avec la salle, par une conclusion de René Trégouët, Sénateur du Rhône, Président de la Commission Nationale des cyber parlementaires, représentant Michel Mercier, Président du Conseil Général.

La séance était animée par Christophe Nutall (Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche).

- Se sont déroulées également pendant la matinée les rencontres de réseaux suivantes :
 - Forum international des Bibliothèques des métropoles : vers une offre globale de savoir ;
 - Expériences internationales de vidéosurveillance ;
 - Assemblée Générale de Global Cities Dialogue ;
 - Utiliser les technologies de demain au service des villes : faire de la Déclaration de Lyon une réalité dans la lutte entre technologie du contrôle et technologie de la liberté (conférence de John Gage, Directeur de recherche, Sun Microsystems) ;
 - Déclaration des Droits de l'Homme - Charte d'éthique et de civilité destinée aux usagers de l'Internet « Mettre le réseau au service du développement humain » ;
 - Rencontre du réseau européen de multi partenaires sur le développement local et régional dans la société de la connaissance.

Vendredi 5 décembre après-midi :

- Séance Plénière de clôture, avec, dans l'ordre d'intervention :
 - Valérie Peugeot, coordinatrice du Conseil Scientifique du Sommet de Lyon ;
 - Véronique Kleck, Directrice du Sommet de Lyon ;
 - Alain Clerc, Secrétariat Exécutif du Sommet Mondial sur la Société de l'Information ;
 - Pierre-Alain Muet, Maire adjoint de Lyon ;
 - Manuel Tornare, Vice Maire de Genève ;
 - Guy Olivier Segond, Ambassadeur spécial pour le Sommet Mondial sur la Société de l'Information ;
 - Gérard Collomb, Sénateur-Maire de Lyon, Président du Grand Lyon.

IV. RESULTATS

4.1 Quelques chiffres :

- 1400 personnes, dont 35 % d'étrangers, ont assisté au Sommet des Villes, avec la répartition suivante :
 - maires et élus locaux.....19 %
 - membres des services de collectivités18 %
 - représentants d'associations17 %
 - responsables d'entreprises16 %
 - représentants de la société civile lyonnaise12 %
 - enseignants et étudiants10 %
 - journalistes5 %
 - représentants d'organisations internationales2 %
- 186 contributions mises en ligne sur le site ;

- 75 pays étaient représentés ;
- 31 présentations d'une demi-heure ont eu lieu dans les Agoras des pratiques ;
- 27 exposants participaient au salon « Confluence » ;
- 72 journalistes présents au Sommet ;
- plus de 300 « retombées presse » (radio, télévision, Internet, presse écrite).

4.2 Les « produits » du Sommet :

Les résultats des réflexions menées lors de la préparation du Sommet puis pendant son déroulement sont présentés dans deux séries de documents, les comptes-rendus des Forums et la « Déclaration de Lyon ». Parmi les propositions, l'une des plus importantes a reçu immédiatement une traduction concrète, la création d'un fonds de solidarité numérique. Enfin, le Sommet a largement contribué à la reconnaissance des pouvoirs locaux dans le domaine des technologies de l'information et de la communication.

a) Les comptes rendus des Forums

Les débats dans les Forums ont en général été jugés intéressants et fructueux par les participants, la formule adoptée ayant permis d'éviter une suite d'exposés magistraux et d'avoir des séances interactives.

L'efficacité des consultants de Cap Gemini Ernst & Young a permis de diffuser sur papier et de mettre en ligne sur le site avant la fin du Sommet les synthèses en deux langues des forums.

b) La « Déclaration de Lyon »

Un projet de Déclaration destinée à formaliser les principes ayant guidé les réflexions des participants au Sommet, les engagements qu'ils ont pris lors de la réunion et les recommandations qu'ils formulent, notamment vis-à-vis des participants au Sommet de Genève, a été élaboré pendant l'été 2003. Ce projet a été mis en ligne en septembre 2003, afin que les maires et les élus locaux puissent proposer des amendements. Une relance par messagerie électronique a été adressée en novembre à 2000 élus locaux.

La rédaction finale de la déclaration a été arrêtée pendant le Sommet par un secrétariat exécutif composé des représentants des grands réseaux de pouvoirs locaux (FMCU/IULA, CAMVAL, Telecities, Global Cities Dialogue). Accompagné d'un préambule et d'une résolution proposant un plan d'action pour la poursuite de la démarche, le texte de la déclaration a été adopté à l'unanimité lors de la séance de clôture du Sommet.

Cette déclaration constitue une des premières prises de position officielle, adoptée par un si grand nombre d'élus au terme d'un processus consultatif, sur la société de l'information et les principes qui doivent la régir.

Ce texte a été communiqué aux chefs d'Etat et de gouvernement réunis au Sommet de Genève, pendant lequel les maires de Lyon et de Genève ont pu la remettre en mains propres au Secrétaire Général des Nations Unies, Kofi Annan.

c) La création d'un fonds de solidarité numérique

Parmi les faits marquants du Sommet, il faut signaler l'allocution du Président du Sénégal, Abdoulaye Wade, au cours de laquelle il a proposé la création d'un « Fonds de solidarité numérique ». Ayant immédiatement fait l'objet de promesses de financement des villes de Lyon, Genève et Turin, le fonds a ainsi reçu, avant d'être soumis aux Etats dont certains étaient réticents, un soutien marqué laissant espérer sa mise en œuvre concrète.

d) Reconnaissance des pouvoirs locaux et gouvernance mondiale

Dans le cadre de la préparation du sommet de Genève, la manifestation de Lyon a renforcé la reconnaissance des pouvoirs locaux sur la scène internationale. Elle a démontré l'utilité pour une meilleure gouvernance de ces dialogues et échanges associant entreprises, gouvernements locaux et société civile.

Enfin, le Sommet de Lyon a largement participé à une meilleure sensibilisation des élus locaux du monde entier sur les enjeux et usages de la société de l'information et a permis de construire de véritables partenariats dans une dynamique d'ensemble vers le Sommet de Tunis 2005.

**ACTIVITES AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE**

FONDS D'INNOVATION DU CONSEIL GENERAL DU RHONE

Responsables du projet : Jean-François Baridon, Jacques Gauckler, Bernard Isoard, bénévoles

Le Fonds d'Innovation du Conseil Général du Rhône, créé le 16 mai 1979, a été mis en place par la convention du 29 août 1979 liant le Département du Rhône et la Fondation Scientifique de Lyon et du Sud-Est. Cette convention a fait l'objet d'avenants les 18 février 1983, 7 avril 1989, 19 mars 1991 et 30 janvier 1995, et est reconduite depuis cette date chaque année.

Le Fonds est destiné à soutenir des projets innovants présentés par des entreprises du Département du Rhône. Ces entreprises sont généralement de création récente ou en cours de création, mais aussi quelquefois des entreprises dont le projet innovant doit conforter le développement, voire assurer la pérennité.

Les dossiers sont instruits par le service Innovexpert de la Direction de l'Industrie de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon et soumis, une ou deux fois par an, au Comité Scientifique du Fonds d'Innovation. L'aide du Conseil Général du Rhône prend généralement la forme d'un prêt sur trois ans, sans intérêt et remboursable in fine, d'un montant de 15 250 euros à 38 112 euros.

Les prêts accordés sont gérés par la Fondation Scientifique de Lyon et du Sud-Est qui assure le suivi technique, économique et financier des projets et des entreprises.

Au 31 décembre 2003, 300 entreprises ont bénéficié d'un prêt du Fonds d'Innovation pour un montant cumulé de 6 300 000 euros dont, pour 2003, 14 entreprises pour un montant de 493 000 euros.

Les prêts « en cours, non échus » sont relatifs à 23 entreprises pour un montant de 782 600 euros contre :

- Au 31 décembre 2002, 19 entreprises pour un montant de 609 000 euros
- Au 31 décembre 2001, 20 entreprises pour un montant de 441 000 euros
- Au 31 décembre 2000, 22 entreprises pour un montant de 667 000 euros
- Au 31 décembre 1999, 22 entreprises pour un montant de 617 000 euros
- Au 31 décembre 1998, 20 entreprises pour un montant de 526 000 euros
- Au 31 décembre 1997, 20 entreprises pour un montant de 503 000 euros
- Au 31 décembre 1996, 28 entreprises pour un montant de 755 000 euros
- Au 31 décembre 1995, 33 entreprises pour un montant de 826 000 euros
- Au 31 décembre 1994, 44 entreprises pour un montant de 1 111 000 euros

4 prêts d'un montant total de 152 112 euros étaient au 31 décembre 2003 en attente de satisfaction de conditions suspensives pour être accordés.

Tous les prêts « échus », soit 277 pour un montant de 5 517 500 euros ne seront pas remboursés :

- 155 entreprises ont remboursé intégralement pour un montant de 2 821 600 euros dont 6 pour un montant de 157 400 euros en 2003
- 5 ont commencé à rembourser suivant un échéancier peu ou largement étalé
- 8 bénéficient encore d'un report global quelquefois supérieur à 1 an, dont 3 accordés en 2003
- 104 ont fait l'objet d'un jugement de liquidation judiciaire, dont 6 en 2003
- 12 de ces entreprises avaient commencé à rembourser avant le jugement de liquidation judiciaire
- 3 entreprises ont bénéficié d'une subvention partielle et n'ont pas remboursé ou ne rembourseront pas totalement le prêt
- 4 ont bénéficié d'une subvention pour le montant total du prêt
- 176 entreprises, pour 277 prêts « échus », ont donc remboursé totalement ou partiellement leur prêt, soit 64 % en nombre mais 54 % seulement en valeur.

Compte tenu des probabilités de recouvrement des échéances différées qui concernent 12 entreprises, on estime que le taux prévisionnel de recouvrement cumulé à terme est de 54 % au 31 décembre 2003. Cette valeur se stabilise mais il faut cependant bien noter que ce taux a été de l'ordre de 70 % pendant les 10 premiers exercices (1979-82 à 1988-91).

La dégradation constatée entre les 10 premiers exercices et les 10 derniers reste confirmée. La cause la plus influente de cette dégradation, outre les situations conjoncturelles et la volatilité des marchés, est sans doute l'évolution des règles d'attribution vers un risque accru, avec des prêts à des entreprises toujours plus jeunes et sous-capitalisées. La mise au point et la commercialisation de produits industriels innovants nécessitent normalement des ressources importantes, et de plus, sur certains marchés on constate des résistances au changement qui ralentissent la pénétration de toute innovation, même à potentiel de développement très relevé, rendant la durée de 3 ans du prêt souvent trop courte.

Le taux de défaillance doit être apprécié dans ce contexte d'aide à des projets présentant un taux de risque élevé, ce qui répond bien à la finalité du Fonds. D'ailleurs quelques entreprises qui ont fait, quoique jugées initialement à haut risque, l'objet de spectaculaires réussites témoignent du bien-fondé de cette action.

Responsable du projet : Roland Collay, bénévole

Le Club de la Mesure Rhône-Alpes a été créé en 1981 sous le parrainage de la Fondation, qui en a assuré au démarrage l'administration et la gestion.

Ce Club rassemble principalement des constructeurs, assembleurs et sociétés de maintenance de la Région susceptibles d'apporter une contribution au développement industriel de la Mesure.

En 2003, l'activité du Club a été la suivante :

1. Réunions ou visites en région Rhône-Alpes et Provence Alpes Côte d'Azur :
 - 14 janvier : rencontre avec les dirigeants de la société EXPOSIUM en vue de la préparation de MESUREXPO ;
 - 14 mars : visite du Musée des Géomètres Experts à Lyon ;
 - 26 novembre : préparation avec le Club de la Mesure PACA de la journée métrologie du 27 janvier 2004 à Martigues.
2. Réunions dans le cadre du partenariat avec le Collège Français de Métrologie (CFM) :
 - 5 juin : signature de la convention de partenariat avec le CFM ;
 - 14 mars, 5 juin, 29 septembre : participation au Conseil d'Administration du CFM à Paris.
3. Participation au Comité d'Organisation du 11^e Congrès International de Métrologie (Toulon, 20-23 octobre) :
 - Plusieurs membres adhérents du Club de la Mesure Rhône-Alpes participent aux réunions de préparation du Congrès qui ont eu lieu les 7 janvier, 6 mars, 29 avril, 18 juin, 9 septembre, 19 octobre et 24 novembre à Paris et à Toulon. Le Congrès a accueilli de nombreux membres adhérents du Club.
4. Participation au Comité d'Organisation du 12^e Congrès International de Métrologie qui se tiendra à Lyon du 20 au 23 juin 2005 :
 - 24 novembre : première réunion du Comité d'Organisation.
5. Conférences présentées par le Club au salon MESUREXPO qui s'est tenu à Paris du 21 au 23 octobre :
 - Sur le thème « Nouvelles Générations de Capteurs », André Dittmar et Jacques Guinet ont présenté deux conférences.

6. Participation aux réunions internationales consacrées à la révision du Vocabulaire International de Métrologie (VIM) :

- 26 mai, 17 novembre et 21 novembre : Roland Collay, en qualité d'Expert a participé aux réunions à Paris.

Lors de la réunion du 16 juin 2003 du Conseil d'Administration de la Fondation, le Club de la Mesure a fait l'objet d'un examen attentif. Les administrateurs ont constaté que les activités du Club diminuaient au fil des années et que son apport aux entreprises régionales était également décroissant. Ils ont aussi pris acte du fait que les ressources du Club, qui proviennent des participations de ses adhérents, allaient en s'amenuisant, ce qui risquait d'amener la Fondation à prendre en charge de manière pérenne, contrairement à ses principes d'intervention, le fonctionnement du Club. Le Conseil d'Administration de la Fondation a donc décidé de ne pas poursuivre son soutien au Club au-delà de l'exercice 2003. Les responsables en ont été immédiatement informés afin qu'ils puissent envisager, s'ils le souhaitent, la poursuite de leur activité sous une autre forme, associative par exemple.

PROGRAMME RHONE-ALPES – CERN (PRAC)

Responsable du projet : Pierre Pinard, bénévole

(assisté de **Danielle Bavasso** Responsable Administratif et Financier de la Fondation Scientifique de Lyon et du Sud-Est)

La construction de ce qui sera le plus grand collisionneur de protons du monde se poursuit normalement au CERN, et cela fait maintenant sept ans que la Région Rhône-Alpes et la Fondation Scientifique de Lyon et du Sud-Est y participent directement. La participation de cette dernière s'effectue dans deux domaines :

- Une partie administrative qui consiste à recruter chaque année, sur les crédits alloués par la Région Rhône-Alpes, et à détacher au CERN pour une période de deux ans, de jeunes ingénieurs ou équivalent ainsi que des techniciens supérieurs fraîchement diplômés d'établissements universitaires rhônalpins. La rémunération moyenne annuelle qu'ils perçoivent actuellement est de 27 500 euros pour les ingénieurs et de 20 000 euros pour les techniciens, montants dans lesquels figure une subvention de 500 Francs Suisses mensuels du CERN.

En septembre 2003 a été recrutée la 6^e et dernière promotion qui comprend 2 ingénieurs et 9 techniciens, si bien que depuis le début du programme en septembre 1998, date du premier recrutement, ce seront 28 ingénieurs et 42 techniciens (voir détail en annexe) qui auront pu bénéficier d'une première expérience professionnelle associée à une formation complémentaire de très haut niveau, leur permettant de s'insérer aisément dans le monde du travail, même dans les périodes difficiles.

- Une participation active dans le déroulement de leur séjour au CERN. La Fondation apporte en effet une valeur ajoutée en assurant un suivi permanent en liaison étroite avec le personnel du CERN, en organisant diverses réunions avec les stagiaires :
 - La première, au moment de l'embauche, a eu lieu en octobre 2003 pour la 6^{ème} promotion;
 - Une autre en fin de première année, au cours de laquelle chaque stagiaire présente le travail réalisé. Elle s'est tenue le 18 novembre 2003 pour la 5^e promotion, et celle de la dernière promotion recrutée en septembre 2003 sera programmée au retour des grandes vacances 2004 ;
 - Une troisième enfin, juste avant la fin de leur séjour, en présence de chefs d'entreprises et de directeurs des ressources humaines lesquels, après avoir écouté les stagiaires présenter la synthèse de leur activité pendant les deux années passées au CERN ainsi que leur projet professionnel, les conseillent et les orientent dans la recherche de leur premier emploi. La précédente réunion

s'est tenue le 15 juin 2003 pour la 4^e promotion, et la suivante est prévue courant juin 2004.

HISTORIQUE des PROMOTIONS 1998 - 2005

Promotion	Ingénieurs	Techniciens Supérieurs
1 ^{ère} 1998-2000	7	5
2 ^{ème} 1999-2001	7	8
3 ^{ème} 2000-2002	4	6
4 ^{ème} 2001-2003	4	7
5 ^{ème} 2002-2004	4	7
6 ^{ème} 2003-2005	2	9
Total	28	42

Total	70
--------------	-----------

ACTIVITES AU SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT

ECOLE SUPERIEURE DE CHIMIE, PHYSIQUE, ELECTRONIQUE DE LYON

INSTITUT POLYTECHNIQUE DE LYON

Dès son origine en 1918, la première action de la Fondation Scientifique de Lyon et du Sud-Est a été la création de l'Ecole Supérieure de Chimie Industrielle de Lyon (ESCIL).

La Fondation a ensuite été à l'origine du regroupement de l'ESCIL avec l'ICPI (Institut de Chimie Physique Industrielle de Lyon), établissement dépendant de l'Université Catholique de Lyon, pour créer en 1994 l'Ecole Supérieure de Chimie, Physique, Electronique de Lyon (CPE Lyon). Le Fondation est membre du Conseil d'Administration de CPE Lyon et actionnaire de sa filiale « CPE Lyon Formation Continue et Recherche ».

La Fondation Scientifique de Lyon et du Sud-Est a également accompagné la mise en place de l'Institut Polytechnique de Lyon (IPL) qui regroupe sous forme associative quatre écoles d'ingénieurs à statut privé, l'ECAM (Ecole Catholique d'Arts et Métiers), l'ESCPE (Ecole Supérieure de Chimie Physique Electronique de Lyon), l'ISARA (Institut Supérieur d'Agriculture et d'Agro-alimentaire Rhône-Alpes) et l'ITECH (Institut Textile et Chimique de Lyon). Elle est membre du Conseil d'Administration de l'Institut.

Les rapports d'activité de l'Ecole Supérieure de Chimie, Physique, Electronique de Lyon et de l'Institut Polytechnique de Lyon sont disponibles auprès de ces deux organismes.

ACTIVITES EN FAVEUR DE LA RECHERCHE

SENSIBILISATION DES CHERCHEURS A LA GESTION DE PROJET

Responsable du projet : Guy Barriolade, Délégué Général de la Fondation Scientifique de Lyon et du Sud-Est

Le Conseil d'Administration de la Fondation avait exprimé le souhait en décembre 2001 que soient mises en oeuvre des actions visant à informer ou à instruire les chercheurs sur la gestion de projet. En effet, les chercheurs ont et auront de plus en plus souvent à gérer des gros projets de recherche, notamment européens dans le cadre du 6ème PCRD(Programme Cadre de Recherche Développement), des projets de création d'entreprises ou autres qui nécessitent la connaissance de méthodes et d'outils et la prise en considération des réalités socio-économiques.

Afin de donner suite à cette demande, la Fondation avait organisé au Grand Lyon le 4 Juillet 2002 une journée de sensibilisation des enseignants chercheurs et des personnels de recherche sur le thème de la gestion de projet. L'objectif de cette journée suivie par une quarantaine de personnes, était de présenter aux participants les bases de la gestion de projet et de leur donner envie d'en savoir plus sur le sujet.

Devant le succès de cette journée, une nouvelle séance de sensibilisation a réuni des chercheurs le 17 avril 2003. Un questionnaire détaillé remis aux 60 participants a permis de constater qu'ils étaient à la quasi-unanimité satisfaits de la journée et demandeurs d'un approfondissement. Ils souhaitaient en particulier une information plus complète sur la démarche méthodologique et les outils de la gestion de projets, notamment dans les domaines de la propriété industrielle et de la qualité, ainsi que sur les relations entre la recherche académique et l'industrie.

Un séminaire d'approfondissement a donc été organisé les 2 et 3 juillet 2003 avec la même équipe d'intervenants, experts, responsables de laboratoires de recherche et d'entreprises. La durée du séminaire a permis d'alterner séances de présentation générale et travail en ateliers, ce qui a été très apprécié des 20 chercheurs présents.

La journée de sensibilisation a été financée entièrement par la Fondation qui, pour le séminaire, a été aidée par une subvention du Grand Lyon et une participation des établissements ou laboratoires accueillant les chercheurs concernés.